

SARAN ■ Les trois groupes composant la municipalité saranaise ont débattu sur leurs visions de « l'interco »

Chacun est resté sur ses positions

Pour permettre aux Saranais de se faire un avis avant la consultation sur le transfert de compétences, un débat a eu lieu hier.

Cindy Roudier-Valaud

La salle des fêtes de Saran était bien remplie, hier. Les trois composantes politiques de la municipalité ont, en effet, proposé aux habitants de poser leurs questions lors d'un débat avant la consultation citoyenne organisée par la ville le 29 mai. Ce jour-là, ils devront se prononcer favorablement ou non à un transfert des compétences de la commune vers la future communauté urbaine. Hier, la majorité et les deux groupes d'opposition ont pu exposer leurs visions de l'intercommunalité.

Pour les élus PCF, Mathieu Gallois, adjoint de Maryvonne Hautin, a regretté : « Alors que les problèmes persistent (dans la gestion des déchets, de l'assainissement...), les dirigeants voudraient passer à une étape supérieure, nous entraîner à marche forcée, sans débat avec les citoyens, dans la création d'une superstructure. En quoi la communauté ur-



INTERVENANTS. Chaque composante de la municipalité saranaise actuelle était représentée par trois personnes, des élus mais aussi des intervenants extérieurs pour les socialistes (de g. à d. le groupe centre-divers droite Saran moderne et solidaire, la majorité municipale PCF et les socialistes Saran pour tous). PHOTO ÉRIC MALOT

baine ferait mieux que les communes sur les compétences qu'elle leur retirerait ? »

Pour Saran moderne et solidaire (centre-divers droite), Laurent Lhomme a prôné un dialogue et un échange avec la population, mais aussi avec l'AggLO, « sans que ce qu'elle fait ne soit tout le temps vu comme à charge par la municipalité ».

Le groupe socialiste avait convié Jean-Pierre Sueur, sénateur : « Je ne vois pas

en quoi transformer l'agglomération en communauté urbaine pose problème. Ce qui est important c'est quel est le projet de justice, de développement que l'on a pour cette agglomération », rappelant que les transferts de compétences en question sont imposés par la loi.

L'intérêt de consulter

Puis le débat, avec des questions essentielles, dont celle-ci : « Que fera-t-on des résultats de cette

consultation ? » Pour les socialistes, une consultation « à l'échelle de Saran uniquement n'est pas pertinente, puisque le transfert sera imposé quand même ».

Toutefois, la démarche saranaise a été louée par les habitants et plusieurs élus d'opposition d'autres villes de l'agglomération, souhaitant une généralisation à toutes les communes.

Proximité avec les usagers, craintes des hausses de tarifs (eau, énergie...)

par une harmonisation et une gestion confiée à des sociétés privées, place des maires dans cette intercommunalité aux pouvoirs élargis, conséquences sur les emplois municipaux d'une mutualisation... Autant de sujets qui ont fait débat.

Charles-Éric Lemaignan, président de l'AggLO, présent dans le public, a tenté, en vain, d'apaiser les craintes. « On met le maire au centre de tout, mais il y a certaines choses qu'on

doit gérer en politique globale. L'important c'est de travailler ensemble et de mettre à plat les questions qui se posent. Il n'est pas question dans le transfert de changer le mode de gestion de l'eau, par exemple. »

Mais après deux heures et demie, nombreuses étaient les questions sans réponse : « Aucun de vous ne dit en quoi la communauté urbaine sera bien pour la population », a regretté un ex-élu ingénieur. ■